# VILLE DE MONTMORENCY VAL D'OISE

RENDU COMPTE AU CONSEIL MUNICIPAL DU

DAC/PJ/AL

#### **DECISION Nº 03.25.040**

## Objet : Conventions de prêt d'œuvres pour l'exposition de Corinne AGOSTINI et Anne DESEINE

## Le Maire de la Ville de Montmorency,

VU l'article L.2122-22 et L.2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU l'article L.2125-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

VU la délibération n°1 du Conseil Municipal en date du 16 juillet 2020 déléguant au Maire des pouvoirs dans la limite des prescriptions contenues dans l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

CONSIDERANT que dans le cadre des missions d'animation culturelle de la Ville, les artistes citées en article 1 ont été sollicitées pour la mise en place d'une exposition qui se tiendra au Centre Culturel Rachel Félix,

CONSIDERANT que ces artistes acceptent de mettre à disposition gratuitement leurs œuvres pour cette exposition,

CONSIDERANT qu'il convient d'établir les conditions et modalités de ces prêts d'œuvres dans les conventions jointes à la présente décision,

#### DECIDE

### **ARTICLE 1**

De signer avec:

- Madame Corinne AGOSTINI,
- Madame Anne DESEINE,

des conventions de prêt d'œuvres pour l'exposition de leurs créations au sein du Centre

Culturel Rachel Félix.

Les conventions sont conclues pour la durée de l'exposition : du 17 mars 2025 au 12 avril **ARTICLE 2** 

Ces mises à disposition d'œuvres sont consenties à titre gratuit par les artistes pour cette ARTICLE 3

exposition.

Les autres clauses et conditions sont énoncées dans les conventions jointes à la présente **ARTICLE 4** 

décision.

La présente décision sera transmise à Monsieur le Sous-préfet de Sarcelles et transcrite sur le **ARTICLE 5** 

registre des délibérations du Conseil Municipal.

Montmorency, le 4 mars 2025

Transmise en S/Pref. le : 10 MARS 2025

Publiée le

1 N MARS 2025

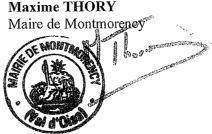
Affichée le

Certifiée exécutoire par le Maire,

Montmorency, le



Pour le maire et par délégation, Le D.G.A.S. Anne-Marie SORET



Le présent acte peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise dans un délai de deux mois à compter de la date exécutoire. Il peut également faire l'objet, dans le même délai, d'un recours gracieux auprès du Maire, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit : - à compter de la notification de la réponse ;

- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de la Ville pendant ce délai.